

Appel d'offres en procédure adaptée

(Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 du code de la commande publique.)

**MARCHE PORTANT SUR LA REALISATION D'UNE ETUDE QUALITATIVE VISANT A
PREFIGURER UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION COLLECTIVE SUR L'INGENIEUR
AGRO**

Marché n° 25CP13

Cahier des clauses particulières (CCP)

Table des matières

Article 1.	Acheteur (Pouvoir adjudicateur)	2
Article 2.	Objet du marché.....	2
Article 3.	Présentation et objectif du projet	2
Article 4.	Cadre de réalisation du projet.....	4
Article 5.	Actions détaillées et calendrier	4
Article 6.	Contraintes de réalisation	6
Article 7.	Profil du prestataire	8
Article 8.	Structuration du marché.....	8
Article 9.	Pièces constitutives du marché	8
Article 10.	Durée de validité du marché et début d'exécution du marché	8
Article 11.	Date de fin de l'exécution.....	8
Article 12.	Reconduction du marché	9
Article 13.	Format et support.....	9
Article 14.	Obligation du titulaire	9
Article 15.	Admissions des prestations	10
Article 16.	Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen	10
Article 17.	RGPD	12
Article 18.	Normes, spécifications techniques et sécurités.....	13
Article 19.	Personnel du titulaire	13
Article 20.	Considération environnementale	13
Article 21.	Utilisation des résultats	14
Article 22.	Langue	16
Article 23.	Cautionnement.....	16
Article 24.	Suivi administratif du marché.....	16
Article 25.	Confidentialité et sécurité.....	16
Article 26.	Exécution financière du marché	17
Article 27.	Pénalités.....	18
Article 28.	Circonstances exceptionnelles	19
Article 29.	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	19
Article 30.	Autres obligations administratives	19
Article 31.	Responsabilités et assurances	20
Article 32.	Différends entre les parties	20
Article 33.	Résiliation.....	20
Article 34.	Dérogations au CCAG - PI.....	20

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)

L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

Article 2. Objet du marché

Ce marché vise à lancer une étude qualitative pour initialiser le programme d'actions Avenir-Agro et pour nourrir une vision renouvelée de la formation, des métiers et de l'identité de l'ingénieur agro. Le travail demandé permettra de détecter des signaux faibles et de rechercher des points sensibles (insights) pour construire une campagne de communication collective pertinente auprès des lycéens et des prescripteurs de leur orientation.

Article 3. Présentation et objectif du projet

Préambule

Par « ingénieur agro », nous entendons dans ce document l'ensemble des ingénieurs œuvrant notamment dans les filières agricoles, agroalimentaires, forestières et dans celles de la gestion et de la préservation de l'environnement et de l'eau.

Contexte : Un besoin de former plus d'ingénieurs agro

Les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt, de l'eau, de l'environnement et de la santé globale sont stratégiques pour la France sur les plans économique, social et écologique. Or ces secteurs doivent faire face à deux défis majeurs et simultanés : le renouvellement des générations et l'accélération des transitions climatique et environnementale.

Un projet ambitieux pour sensibiliser les nouvelles générations

Face aux enjeux alimentaires, environnementaux et climatiques, d'utilisation durable des ressources et de santé globale auxquels notre société est confrontée, les établissements et écoles nationales supérieures agronomiques publics de l'Alliance Agreenium, les établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général (EESPIG) de la FESIC et leurs partenaires du monde socio-professionnel ont ainsi choisi de porter collectivement Avenir-Agro.

Les objectifs de ce projet sont de sensibiliser les nouvelles générations aux métiers des sciences du vivant et de répondre au besoin croissant d'ingénieurs agro.

Avenir-Agro vise à réenchanter l'imaginaire de l'ingénieur agro pour déclencher des vocations dès le plus jeune âge et à chacun des moments clés de l'orientation, en montrant ce que sont les ingénieurs agro et leurs multiples rôles dans la société.

Le programme d'actions Avenir-Agro vise à sensibiliser de l'enseignement primaire au post-bac à la fois les apprenants et leurs familles, les enseignants, les professionnels d'orientation de l'éducation nationale et les personnels des établissements.

Il s'agit de donner de la visibilité sur le potentiel des ingénieurs agro à transformer durablement l'agriculture, l'alimentation, la santé globale, la gestion des forêts et des ressources naturelles. Avenir-Agro contribuera à redonner une réalité et une image des agricultures et de la transformation des produits qui en sont issus. La complexité, l'importance et l'urgence des enjeux requièrent une approche systémique.

Lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA) dans le cadre de France 2030, Avenir-Agro est doté d'un budget de 10 M€ sur 5 ans et fédère un consortium inédit de 26 partenaires publics et privés :

- Etablissements publics d'enseignement supérieur agronomique : AgroParisTech (porteur), Bordeaux Sciences Agro, Ensfea, Université de Lorraine (Enstib, Ensaiaa), AgroToulouse, l'Institut Agro (Montpellier, Dijon, Rennes-Angers), Oniris VetAgro Bio Nantes, VetAgro Sup et leur Alliance Agreenium
- Etablissements privés d'enseignement supérieur agronomique : ESA, ESB, Isara, Junia, Purpan, UniLaSalle et leur fédération FESIC
- Fédérations et structures du monde socio-professionnel : Chambres d'agriculture France, la Coopération agricole, l'ANIA, l'ACTA, l'ACTIA, Terres Inovia
- Partenaires pour l'information et l'accompagnement sur les métiers et l'orientation : Ocapiat, Onisep, Apecita et UniAgros.

Avenir Agro est une réponse « attractivité » aux diagnostics de l'AMI-CMA. Répondre au besoin d'ingénieurs agro requiert en premier lieu de répondre à celui de l'attractivité des métiers de l'ingénieur agro et donc des formations proposées par les écoles présentes dans le consortium d'Avenir Agro. Or, celles-ci sont souvent méconnues par le grand public et notamment des collégiens, des lycéens et des personnels des lycées relevant du ministère de l'éducation nationale. Le projet vise à repositionner la place de l'ingénieur agro dans la société, en présentant la diversité des voies de recrutement et en informant massivement sur les parcours professionnels et les métiers des ingénieurs agro.

Une organisation en 7 axes de travail (WP) a été définie pour travailler l'attractivité des formations ingénieur agro pendant 5 ans :

- WP1 : gouvernance ;
- WP2 : identité de l'ingénieur agro ;
- WP3 : campagne de communication collective sur les métiers et formations d'ingénieurs agro auprès des publics cibles : lycéens et prescripteurs de l'orientation (parents d'élèves, professeurs principaux...) ;
- WP4 : découverte de l'agriculture pour le primaire et sensibilisation aux savoirs du vivant ;
- WP5 : information et orientation dans l'enseignement secondaire et post-bac vers les formations d'ingénieur agro ;
- WP6 : plateforme d'attractivité des métiers et formations d'ingénieur agro ;
- WP7 : dispositif de pérennisation d'Avenir-Agro.

Pour avoir une vision globale de l'agencement des travaux du WP2, voici le calendrier envisagé sur l'année 2025

1. Pour mi-juillet 2025 (objet de l'appel d'offres) :
 - Atelier de design prospectif pour avoir une vision commune de ce que pourrait/devrait être l'ingénieur agro de 2030/2040 auprès des élèves ingénieurs agro, des alumni, des directeurs d'écoles de l'enseignement supérieur et des recruteurs, services supports de la scolarité
 - Recherche d'*insights* via des focus groupes auprès des lycéens voire collégiens et des prescripteurs de l'orientation (des parents d'élèves, professeurs principaux de maths, de physique-chimie et de sciences naturelles / SVT, psychologues de l'éducation nationale...),
 - Benchmark
2. Pour la rentrée 2025 : Retour d'un travail sur l'identité de l'ingénieur agro de la part des alumni agro (publics et privés)
3. Pour octobre 2025 : Écriture d'un questionnaire pour conduire le T0 d'un baromètre d'image
4. Pour novembre 2025 : Lancement du T0 du baromètre d'image
5. Pour décembre 2025 : Écriture du brief pour conduire une compétition agence

Concrètement, la réponse à cet appel d'offres devra présenter la méthode, le calendrier et le budget pour obtenir des résultats d'ici début juillet 2025 sur le point 1) du calendrier ci-dessus et ainsi nourrir l'initialisation et les réflexions de la première année d'Avenir-Agro.

Ces réflexions seront ensuite valorisées tout au long des travaux d'Avenir-Agro et constitueront des documents de référence pour guider les actions nationales et territoriales. D'où l'attention particulière qui sera portée sur les livrables à fournir à la fois sous format word et aussi sous format powerpoint pour une diffusion aisée des résultats.

Article 4. Cadre de réalisation du projet

Cette mission s'inscrit dans les travaux du WP2 sur l'identité de l'ingénieur agro du programme d'actions Avenir-Agro.

Plusieurs annexes sont disponibles pour bien cerner le sujet :

1. Résumé du programme d'actions Avenir-Agro
2. Plaquette de présentation institutionnelle d'Avenir-Agro
3. Image et imaginaire des ingénieurs agro
4. Les filles dans les études scientifiques : impact de la réforme du bac et particularité des filières agro
5. Évolution des recrutements à l'entrée des écoles publiques d'ingénieur agro depuis trois ans
6. Évolution des recrutements à l'entrée des écoles privées d'ingénieur agro depuis trois ans
7. Note sur l'étude de la diversité et la diversification sociale et géographique des apprenants des écoles publiques d'ingénieurs et vétérinaires relevant du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire

Article 5. Actions détaillées et calendrier

Comme explicité dans le calendrier global du WP2, les premiers résultats sont attendus d'ici la mi-juillet 2025 et les livrables finaux devront être remis mi-octobre 2025. Cette première phase de travail permettra de dresser, in fine, le portrait de l'ingénieur agro tel qu'il est perçu et les leviers à activer pour améliorer son image et sa notoriété, en vue d'augmenter de 10 % le nombre d'ingénieurs agro formés d'ici 2030.

Pour mener à bien les missions décrites dans les articles suivants, un comité de pilotage sera mis en place avec des réunions régulières (tous les quinze jours). Le prestataire sera chargé de rédiger et d'envoyer par voie dématérialisée (courriel) les comptes rendus synthétiques des réunions du comité de pilotage (principaux points décidés, actions à réaliser).

5.1 Mission Ateliers design prospectif

Pour l'atelier de design prospectif, l'objectif est de mener une réflexion sur les transformations de la formation et des métiers de l'ingénieur agro à horizon 2030-2040, en impliquant les écoles formant des ingénieurs agro et le monde économique qui recrute des ingénieurs agro. Ces ateliers seront conduits auprès d'élèves ingénieurs agro, d' alumni, de directeurs d'écoles de l'enseignement supérieur, de recruteurs employeurs d'ingénieurs agro et des services supports de la scolarité des écoles membres du consortium Avenir-Agro.

En objectif indirect, l'atelier de design prospectif permettra de faire adhérer l'ensemble des membres du consortium à la démarche d'Avenir-Agro et aligner les visions sur les objectifs à atteindre, de percevoir les freins et de se projeter au-delà des 5 ans d'Avenir-Agro.

Le prestataire animera des ateliers de design prospectif en groupe, rassemblant entre 10 et 20 participants, à travers au moins cinq sessions plénières. Ces ateliers doivent être représentatifs des membres du consortium. Ces travaux seront guidés par un comité de pilotage restreint, réunissant des représentants du prestataire et quatre membres d'Avenir-Agro.

Ces ateliers permettront de nourrir la phase d'initialisation d'Avenir-Agro en interrogeant les parties prenantes internes et devront s'inscrire dans une démarche plus large visant à approfondir la réflexion sur l'attractivité des formations et des métiers d'ingénieur agro. L'objectif est d'apporter un éclairage sur la situation actuelle, d'explorer des perspectives d'avenir et de formuler des recommandations, notamment sous forme de scénarii.

Avant le premier atelier, le prestataire réalisera plusieurs actions préparatoires :

- la rédaction d'un document de cadrage des travaux (2 pages maximum).
- la proposition de la composition des groupes de réflexion, en mobilisant des membres volontaires du consortium Avenir-Agro et en s'appuyant sur son propre réseau (experts en prospective, enseignement supérieur et filières agri/agro).
- une première analyse documentée du sujet, intégrée par la suite au rapport final, afin de s'approprier la thématique et d'élaborer un plan de travail détaillé avant le premier atelier. Cette analyse pourra s'appuyer sur des recherches bibliographiques et sitographiques, ainsi que sur des entretiens avec des acteurs clés.

Le prestataire assurera la logistique et l'animation des ateliers (élaboration de l'ordre du jour, présentations, facilitation des échanges, conduite des travaux, restitution et synthèse). Il garantira la cohérence de l'approche prospective adoptée et veillera à enrichir la réflexion du groupe en apportant des informations pertinentes entre les sessions ou en ouverture de chaque atelier, que ce soit via des analyses d'actualité, des documents de référence ou des interventions d'experts invités. La question de l'éthique de l'ingénieur agro peut apparaître comme une transverse intéressante à explorer.

Le prestataire devra démontrer sa compréhension approfondie des enjeux soulevés et des travaux à mener. Il devra justifier de ses compétences en études prospectives, en animation d'activités d'intelligence collective, ainsi que de sa capacité à mobiliser un réseau pertinent. Son expérience dans des missions similaires constituera également un élément d'appréciation. L'engagement du candidat devra aller au-delà d'une simple prestation d'animation d'ateliers et s'inscrire pleinement dans la réflexion prospective de fond.

En complément de son expertise en prospective, le candidat pourra mettre en avant ses compétences spécifiques ou références en lien avec la thématique générale d'Avenir-Agro.

Les livrables attendus sont :

- la retranscription des différents ateliers ;
- une synthèse par atelier avec les verbatim significatifs et les recommandations/scénarii ;
- un rapport global sous un format word et sous un format powerpoint, des différents ateliers prospectifs mettant en avant les enseignements clés et la recommandation stratégique du prestataire.

5.2 Mission Focus groupes

Pour les focus groupes, l'objectif est d'aller chercher des signaux faibles et des points sensibles qualitatifs (*insights*) auprès des lycéens, parents d'élèves, prescripteurs de l'orientation ou tout public susceptible d'avoir des apports intéressants, à partir des questions suivantes : quels sont les moyens utilisés pour s'orienter quand on est jeune, quels sont les besoins des prescripteurs de l'orientation, comment est perçu l'ingénieur agro, à quoi mènent les filières de formation agro, quels métiers exercent un ou une ingénieur agro, quelle est l'identité de l'ingénieur agro (savoirs, formation, compétences, place dans la société).

Ce travail devra être mené dans toute la France, en conduisant au minimum 7 focus groupes de 6 à 8 personnes, afin de capter dans les résultats des signaux faibles selon l'origine géographique, l'origine sociale et le genre et identifier les leviers à activer pour attirer des jeunes dans les filières de formation agro, en dépassant les schémas mentaux et les stéréotypes. Le prestataire devra veiller à la qualité de l'échantillon interrogé (urbain, périurbain, rural ; csp ; genre...).

Pour identifier ce qui fonctionne déjà et ce qui pourrait être amélioré, le prestataire pourra conduire un focus groupe ciblé en interrogeant des élèves ingénieurs en première année pour comprendre leur motivation, leur déception et ce qui les a guidés à choisir une filière de formation ingénieur agro.

Le prestataire devra préciser dans sa réponse comment il compte cibler et recruter des participants aux focus groupes : profil des participants, nombre de participants, méthode de recrutement, indiquer si une compensation est prévue.

Avant le premier focus groupe, le prestataire réalisera plusieurs actions préparatoires :

- la rédaction d'un document de cadrage des travaux (2 pages maximum) ;
- la proposition du déroulement d'un focus groupe type avec un guide d'animation qui sera validé par un comité de pilotage restreint (représentants du prestataire et quatre représentants d'Avenir-Agro).

Les livrables attendus sont :

- la retranscription des différents focus groupe ;
- une synthèse par focus groupe (résumé des échanges, verbatim significatifs) ;
- un rapport global (enseignements clés, recommandations sur les insights stratégiques à employer pour la campagne de communication collective) sous un format word et la présentation des résultats sous la forme d'un powerpoint avec infographies/illustrations.

5.3 Mission benchmark

Dans un contexte de baisse démographique, donc moins d'étudiants à terme, les actions d'Avenir-Agro vont se déployer en même temps que d'autres dispositifs d'attractivité et de communication mis en place par des filières de formations autres qu'agro. L'objectif de cette mission benchmark est d'avoir une vision claire de ces dispositifs qui vont être « concurrents » d'Avenir-Agro.

Pour ce benchmark, l'ambition est de parvenir à une vision exhaustive des dispositifs d'attractivité existants pour des formations scientifiques sans pour autant s'interdire toute autre formation initiale. Les livrables attendus pour cette mission benchmark sont :

- Une cartographie des dispositifs d'attractivité pour des formations débouchant sur des métiers scientifiques, en France et à l'international avec l'émetteur, la zone géographique, la cible, le budget associé, la période, les objectifs poursuivis, les résultats obtenus. *Par exemple : la campagne de Synthec-Ingénierie « vraiment-tout.fr », la campagne de l'ordre national des pharmaciens « Pharmacien le moins connu des métiers connus ».*
- Une liste (sous la forme d'une présentation powerpoint) de campagnes d'attractivité qui ont réussi et qui ont échoué sur l'ingénieur en général et l'ingénieur agro en particulier, pour en tirer des enseignements.
- Une analyse (sous la forme d'un rapport word et une déclinaison powerpoint) de la perception de l'ingénieur agro véhiculée actuellement par les médias (traditionnels ou en ligne) et les canaux d'orientation. L'enjeu étant d'identifier quelle image ou quel imaginaire de l'ingénieur agro préexistent dans l'esprit d'un lycéen ou d'une lycéenne, d'un prescripteur de l'orientation (parents d'élèves, professeurs principaux, psychologues de l'éducation nationale...) et plus largement la perception de la société

Le prestataire pourra proposer des compléments de recherche et d'analyse pour parfaire ce benchmark.

Article 6. Contraintes de réalisation

6.1 Considérations environnementales

Le prestataire devra détailler dans son offre les actions mises en place pour réduire l'impact environnemental de ses déplacements, ainsi que son engagement en matière de numérique responsable. Il devra préciser ses compétences, références, ainsi que les référentiels et méthodologies appliqués dans ces domaines.

Pour les dépenses liées au déplacement, il est attendu une optimisation des transports dans le cadre de déplacements multi ateliers. Sur demande expresse d'AgroParisTech, le titulaire est tenu de démontrer par une présentation de facture que les frais engagés respectent les modalités internes applicables aux agents employés par AgroParisTech.

Frais de déplacements - Taux des indemnités		
Agents en mission	Indemnités de mission	
	Frais de repas	Frais d'hébergement* (taux maximums)
En métropole	20 € par repas	<ul style="list-style-type: none"> • 90 € la nuitée • 120 € la nuitée pour les grandes villes (+200 000 habitants : Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux, Lille, Rennes) et pour les communes de la Métropole du grand Paris • 140 € pour la commune de Paris • 140 € pour la commune de Palaiseau *

*incluant le déjeuner et le repas du soir**

Concernant le mode de déplacement, le recours à la voie aérienne n'est autorisé que lorsque le temps de trajet par la voie ferroviaire est supérieur à 4h pour un aller simple dans la journée et à 7 heures pour un aller-retour dans la journée.

6.2 Conditions d'exécution

Évaluation intermédiaire et reporting :

Le titulaire fournit un rapport d'avancement mensuel détaillant les actions menées, les résultats obtenus et les éventuelles difficultés rencontrées.

Réunion de réajustement :

Suite aux conclusions provisoires, une réunion préalable pourra être organisée avec le titulaire pour récapituler les enjeux, les points clés, les axes sur lesquels les ateliers devront insister, identifier les objectifs attendus.

Validation de l'intervenant :

Le titulaire s'engage à confirmer les coordonnées du ou des intervenants pressentis dans son offre qui assureront les ateliers sur la durée du marché. AgroParisTech les validera, par écrit, avant le commencement des prestations.

En cas de non validation par AgroParisTech, le titulaire doit proposer un autre intervenant ayant un CV similaire. Le nouvel intervenant ne pourra intervenir qu'après accord écrit de la part d'AgroParisTech.

En cas de défaillance d'un intervenant initialement annoncé, le titulaire doit prendre toutes les mesures pour pourvoir à son remplacement afin que la session ait lieu aux dates prévues. Il est tenu de soumettre son curriculum vitae du nouvel intervenant possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de l'intervenant initialement prévu.

Dans l'hypothèse où ce remplacement ne serait pas possible, le titulaire doit en informer AgroParisTech dans un délai minimum de 2 (deux) jours ouvrés avant la date de début de la prestation afin que soient convenues de nouvelles dates cohérentes avec le calendrier du projet.

Modalités de validation des livrables :

Chaque livrable sera soumis pour validation au comité de pilotage dans un délai de 10 jours ouvrés suivant sa réception. En cas de non-conformité, le prestataire devra apporter les modifications requises dans un délai de 5 jours ouvrés.

Comité de pilotage et points d'étape :

Dans le suivi d'exécution du présent appel d'offres, un comité de pilotage composé de représentants du consortium d'Avenir-Agro et du prestataire sera constitué.

Ce comité de suivi se réunira toutes les deux semaines pour évaluer l'avancement du projet, discuter des éventuels ajustements et assurer une bonne coordination.

Article 7. Profil du prestataire

Pour le bon déroulement de sa mission, le prestataire doit toujours maîtriser trois types de savoir / compétences :

- techniques d'enquête, analyse statistique (tests), analyse de données et de visualisation des données.
- bonne connaissance des principes de la communication et méthodologie d'enquêtes
- maîtriser la méthode de design prospectif
- maîtriser la conduite de focus groupes

Article 8. Structuration du marché

8.1 Allotissement

Le marché n'est pas alloté en application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est global. En effet, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement difficile et financièrement plus coûteuse. En effet, chaque phase de l'enquête nécessite l'utilisation des données de la phase précédente et de la méthodologie de l'analyse doit être la même sur chacune des trois années d'étude.

8.2 Forme du marché

Il s'agit d'un marché prix mixte forfaitaire et à bon de commandes mono-attributaire, en application des articles R.2162-1 à R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'y a pas de montant minimum. Le montant estimé est de 60 000 € HT avec un montant maximum de 80 000 € HT

Article 9. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) signé des deux parties ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
3. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le mémoire technique et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 10. Durée de validité du marché et début d'exécution du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification avec un début des prestations estimé pour début mai 2025.

Article 11. Date de fin de l'exécution

Le marché prend fin à compter de la date d'admission définitive des prestations.

Article 12. Reconduction du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de sept (7) mois à compter de sa notification.

Article 13. Format et support

13.1 Présentation des documents

Le titulaire et le comité de pilotage établissent les principes de l'arborescence de la numérotation des documents à produire, y compris par les entreprises, de la codification, des cartouches, etc. avec utilisation d'une charte graphique agréée par le comité de pilotage.

13.2 Modalité de remise des documents

Les autres documents sont envoyés par courrier et message électronique, déposés sur une plateforme de téléchargement ou autres supports, ou bien remis directement aux membres du comité de pilotage lors d'une réunion.

13.3 Format des rapports et des dossiers

Les rapports ou les dossiers validés sont remis en 2 exemplaires : 1 imprimé sur papier recyclé et 1 transmis sous format électronique.

Les rapports sont transmis sous format PDF non protégé.

13.4 Poids des documents remis

Si le fichier ne peut être reçu par mail par le pouvoir adjudicateur pour une question de taille (nombre de méga octets trop importants), le fichier pourra être envoyé via une plateforme de téléchargement sécurisée soumise à l'approbation et l'aval du pouvoir adjudicateur, et compatible avec les capacités de récupération du service bénéficiaire ou sur tout autre support informatique.

Article 14. Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du présent marché conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir au comité de pilotage les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le titulaire est réputé d'avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur les livrables qui ne portent en aucune manière atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la vie privée, l'image et l'honneur. Il garantit de même que ces contenus sont conformes à la déontologie professionnelle et ne constituent ni dénigrement, ni une diffamation.

Le titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution, telle que, l'identité de la ou des personnes ayant de pouvoir l'engager, tous les changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous les changements affectant les personnes chargées de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié pour le suivi global de l'exécution. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du comité de pilotage pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation des prestations. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'exécution des prestations.

De plus, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prend à ses frais toutes mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions

garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux d'AgroParisTech, d'Agreenium, de la Fesic, ou tout autre partenaire membre du consortium Avenir-Agro. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité de l'établissement. Ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles, les intervenants du titulaire peuvent participer sur invitation d'AgroParisTech ou de membres du consortium d'Avenir-Agro à des réunions de travail. Si les réunions se déroulent dans les locaux d'AgroParisTech ou autres, les stipulations l'alinéa précédent s'appliquent.

Article 15. Admissions des prestations

15.1 Décisions d'ajustement, de réfections ou de rejet notifiées par le pouvoir adjudicateur

Si le comité de pilotage n'admet pas les prestations remises par le titulaire, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l'article 29.2 du CCAG PI ;
- Réfection dans les conditions définies par l'article 29.3 du CCAG PI ;
- Rejet dans les conditions définies par l'article 29.4 du CCAG PI ;

15.2 Conséquence de l'admission des prestations

L'admission par le comité de pilotage des prestations réalisées par le titulaire emporte l'adhésion de ce comité aux éventuelles modifications du programme.

15.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Si les causes invoquées sont recevables, le pouvoir adjudicateur notifiera son accord de prolongation par écrit ou par mail.

Article 16. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen

16.1 Détermination des prix

Le présent marché est à prix mixtes en partie forfaitaire et par bons de commandes. Les montants sont détaillés dans l'offre financière du candidat.

L'unité monétaire est l'euro.

Le prix des prestations est fixé hors TVA. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que les frais d'installation, de mise en service et de paramétrage.

Les prix du marché sont définis par le bordereau des prix du marché. Ils sont réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet, tous les frais annexes liés à l'organisation et la logistique ainsi que toutes les réunions. Il ne pourra pas être demandé aucun supplément de rémunération à ce titre.

16.2 Contenu des prix et prix de règlement

La TVA applicable est celle en vigueur à la date du fait générateur.

En lien avec l'annexe financière et les livrables attendus dans les points 5.1, 5.2 et 5.3, le bordereau des prix intègre :

- Les postes de dépenses concernant la préparation des ateliers (références UOPA n°1 et n°2). Il s'agit d'un prix forfaitaire.
 - o Ce poste inclut notamment une réunion de lancement, la définition des objectifs, l'élaboration des outils (guides, questionnaires, supports), le document de cadrage, la sélection des participants et la coordination logistique.
- Les postes d'animation des ateliers (références UOEa1 n°1, 2 et 3). Il s'agit d'un prix unitaire qui dépend du nombre d'ateliers dispensés par le titulaire.
 - o Ce poste inclut notamment l'animation, la production des retranscriptions des différents ateliers, la production d'une synthèse par atelier
 - o Une version alternative de ces ateliers est ouverte sur proposition du titulaire, elle doit faire l'objet d'une description détaillée et être chiffrée sous les rubriques UOEa n°1, 2 et 3.
- Les postes de restitutions (références UORA n°1, 2 et 3). Il s'agit d'un prix forfaitaire.
 - o Ce poste inclut notamment la consolidation et la synthèse des données, l'intégration des analyses et recommandations et la restitution écrite (sous la forme d'un rapport word et sous la forme d'une présentation powerpoint) et orale de la production.

16.3 Révision des prix

Les prix sont fixes.

16.4 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

16.5 Avance

Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance forfaitaire, il stipulera sa décision sur l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

16.6 Prestations similaires

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestation similaire en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

16.7 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et figurant au présent CCP, l'ajout ou la suppression de fournitures et prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

Article 17. RGPD

17.1 Opérations concernées

Le titulaire du marché est tenu de respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) issu du règlement UE 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « *toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale* ».

Un traitement est, quant à lui, « *toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction* » (article 4.2 du RGPD).

17.2 Rôle des parties

- **AgroParisTech est « responsable du traitement »** au sens de l'article 4.7 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...)* »
- **Le titulaire est le « sous-traitant »** au sens de l'article 4.8 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ».
- **Le sous-traitant du marché public est le « sous-traitant du sous-traitant »** au sens de l'article 28.2 du RGPD : lorsque le « *sous-traitant recrute un autre sous-traitant* »

17.3 Obligation de confidentialité du titulaire

1. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
2. Prendre en compte la protection des données personnelles dans le cadre des différentes missions
3. Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider AgroParisTech à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Les coordonnées du Délégué à la Protection des Données (DPO) d'AgroParisTech seront transmises au titulaire consécutivement à la notification du marché.

Le titulaire notifie au Délégué à la Protection des Données (DPO) d'AgroParisTech toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de **48 heures** après en avoir pris connaissance au moyen d'un courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Si la violation est le résultat d'une défaillance technique, les DSN, DSI d'AgroParisTech doivent également être informées dans des délais maximum de 48H et par courriel.

La notification de la violation de données personnelles contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures préconisées pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Sur demande du DPO, le titulaire du marché met à la disposition la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits.

Article 18. Normes, spécifications techniques et sécurités

18.1 Normes

Les normes applicables au marché sont les normes en vigueur.

18.1 Spécifications techniques

Les spécifications techniques applicables au marché sont les spécifications techniques en vigueur.

18.2 Sécurités

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Article 19. Personnel du titulaire

19.1 Identification du personnel du titulaire

Chaque membre du personnel du titulaire intervenant dans les locaux d'AgroParisTech doit être identifié en amont.

19.2 Comportement du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

Le personnel du titulaire doit respecter les consignes de préventions, sanitaires et d'incendie.

19.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux d'AgroParisTech et ceux des membres du consortium Avenir-Agro. Il est tenu de réparer ou indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

Article 20. Considération environnementale

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papiers. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur.

Article 21. Utilisation des résultats

21.1 Définition des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quelle qu'en soit la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quelle qu'en soit la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

21.2 Régime général des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure non prévue dans l'offre. Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures par l'acheteur.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats. Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

21.3 Régime des résultats

21.3.1 Finalité et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du

marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

21.3.2 Droits de l'acheteur – régime des données

Le titulaire informe l'acheteur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques. Le titulaire concède à l'acheteur une licence d'utilisation non exclusive des droits de propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches. Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection. Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché. Le titulaire accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

21.4 Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché, le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 5 et du régime de confidentialité des résultats, et de l'accord préalable de l'acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché.

La publication mentionne que les résultats ont été financés par l'acheteur.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

Article 22. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 23. Cautionnement

Le titulaire n'a pas à constituer un cautionnement.

Article 24. Suivi administratif du marché

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - PI, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement le comité de pilotage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

Article 25. Confidentialité et sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quelles qu'en soient la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers du consortium Avenir-Agro et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers du consortium Avenir-Agro.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

Le consortium Avenir-Agro s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données du consortium Avenir-Agro

Le consortium d'Avenir-Agro accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la mention Avenir-Agro, lauréat de l'AMI-CMA (France 2030) et à l'objet général du marché.

Article 26. Exécution financière du marché

26.1 Présentation des factures

Conformément à la loi n° 2019.486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

26.2 Règlement des sommes dues

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

Article 27. Pénalités

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer une autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations objets du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables, sans que toutefois le montant des pénalités ne dépasse 30% du montant total TTC des transactions concernées par la pénalité et facturées.

27.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution prévue au présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jours cumulés de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

27.2 Pénalités pour défaut d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de mauvaise exécution partielles ou total d'une prestation, le titulaire encourt une pénalité sur une base forfaitaire de 1000 € HT.

27.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant HT total du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 28. Circonstances exceptionnelles

28.1 Force majeure

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

28.2 Imprévision

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

Article 29. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En application de l'article 27 du CCAG PI, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 30. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – DROIT DU TRAVAIL

Le titulaire met à disposition tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>).

Le cas échéant, en cas de sous-traitance, si le sous-traitant recourt à des salariés détachés, il doit également produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Article 31. Responsabilités et assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Sur demande d'AgroParisTech, le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

Article 32. Différends entre les parties

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou d'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application de l'article 43 du CCAG - PI.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

Article 33. Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG - PI.

Article 34. Dérogations au CCAG - PI

Il est dérogé aux articles du CCAG - PI, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article(s) du CCP	Article(s) du CCAG - PI
Article 9	Article 4.1
Article 27	Article 14.1
Article 32	Article 43